

# LE DEVOIR



AGENCE FRANCE-PRESSE

Des policiers afghans et indiens retirent un corps d'une voiture de l'ambassade indienne à Kaboul, à la suite d'un attentat suicide qui a fait 41 morts et environ 140 blessés devant la mission diplomatique de l'Inde. La plupart des victimes sont des Afghans qui voulaient obtenir un visa.

## L'Inde attaquée à Kaboul

### 41 morts: le pire attentat dans la capitale afghane depuis 2001

CLAUDE LÉVESQUE

Hier matin, un kamikaze a fait sauter sa voiture devant l'ambassade indienne à Kaboul, tuant au moins 41 personnes, dont deux diplomates de haut rang, et en blessant environ 140 autres: il s'agit de l'attentat le plus meurtrier à survenir dans la capitale afghane depuis la chute des talibans en 2001.

L'assailant a tenté de forcer l'entrée de l'ambassade au moment où l'attaché militaire et un conseiller y pénétraient en voiture.

La très forte explosion, entendue à plusieurs kilomètres de distance, a détruit une partie du mur d'enceinte de la mission diplomatique, de même que des bâtiments situés à l'intérieur. Deux gardes de sécurité indiens ont alors trouvé la mort, de même que plusieurs employés afghans de l'ambassade indonésienne toute proche. Selon le ministère de l'Intérieur afghan, la déflagration a aussi tué six policiers. La plupart des victimes étaient toutefois des Afghans en quête de visas qui faisaient la file à l'extérieur de la mission diplomatique indienne.

Le président afghan, Hamid Karzaï, a attribué la responsabilité de l'attentat, qui n'a pas été revendiqué,

VOIR PAGE A 8: KABOUL

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6

Droits de la personne

## Les parlementaires condamnent l'inaction de la Francophonie

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — En matière de droits de la personne, la Francophonie se complait dans *«l'inaction»*, ont déploré des élus qui ont participé à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), dont la 34<sup>e</sup> session s'est terminée hier à Québec. Une résolution adoptée par l'APF demande même que le fonctionnement de la branche chargée de cette question au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) fasse l'objet d'évaluations internes et externes.

«La Francophonie ne fait rien!», pestait Daniel Turp, député de Mercier, hier. Ce dernier a publié en après-midi un communiqué conjoint avec un député socialiste français, Patrick Bloche. Tous deux estiment que, depuis l'adoption d'une importante déclaration, à Bamako au Mali, en novembre 2000, les instances de la Francophonie ont tous les moyens de sévir «dans les cas de violations graves ou massives des droits et libertés» ou dans les cas de «rupture de la démocratie». La déclaration de Bamako est claire: un pays où il y a «violation massive des droits de l'homme» s'expose à une série de sanctions qui vont jusqu'à la «suspension de la participation des représentants du pays concerné aux réunions des instances».

Or, si ces principes ont été appliqués depuis huit ans dans les cas de «rupture de la démocratie» manifeste

VOIR PAGE A 8: FRANCOPHONIE

ÉCONOMIE

## La confiance est au plus bas au Canada

Les consommateurs et les chefs d'entreprise se montrent de plus en plus inquiets devant la flambée des prix de l'essence et les signes de ralentissement économique. On n'avait pas vu la confiance des ménages descendre aussi bas au Canada depuis 1995, et les entreprises québécoises disent s'attendre à un autre fléchissement de leurs ventes.

■ À lire en page B 1



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Léo Léonard, cocher de Griffintown et propriétaire de la plus vieille écurie toujours en usage en Amérique du Nord.

## L'âme de Griffintown

### Quelques merveilles subsistent encore d'un Montréal oublié

ISABELLE PARÉ

Plus étonnant qu'on l'appelle le Griff. Aux premiers abords, Griffintown, cette enclave oubliée que des promoteurs rêvent de transformer en cité futuriste, a l'air d'une cicatrice dans la métropole. Coupé en deux par les autoroutes, le quartier porte les coups de griffe de démolitions multiples. Comme des plaies ouvertes, stationnements et terrains vagues se disputent les rares parcelles de terrain de ce qui fut pourtant le plus vieux et le plus grouillant quartier ouvrier en Amérique du Nord.

C'est porté par la curiosité, ou par le hasard, qu'on aboutit dans ce *no man's land*, ce cul-de-sac urbain, coïncé entre le canal de Lachine, la rue Saint-Antoine, la rue McGill à l'est et la rue de la Montagne à l'ouest. Le plus souvent, on traverse Griffintown, on ne s'y arrête pas.

En zonant ce quartier industriel en 1966, l'administration Drapeau a littéralement achevé d'euthanasier ce grand balafre déjà à l'agonie, où vivaient pourtant 21 000 personnes au début du siècle. La désaffection du canal de Lachine, après les années 50, a

VOIR PAGE A 8: GRIFFINTOWN

## Afrique et climat: le G8 se prépare à décevoir

LISA-MARIE GERVAIS

Pas de promesses vertes ni d'aide aux pays africains. Des informations circulent déjà selon lesquelles la déclaration finale, qui paraîtra demain à la suite des négociations des pays présents au sommet du G8 à Toyako au Japon, ne fera aucune mention de cibles contraignantes de réduction des gaz à effet de serre, pas plus qu'elle ne confirmera l'engagement de doubler son aide annuelle à l'Afrique en 2010 par rapport à son niveau de 2004 (25 milliards de dollars), une promesse faite lors du sommet de Gleneagles en Écosse en 2005. Selon l'organisation non gouvernementale Oxfam, «le texte du communiqué final sur les questions de développement ne comporte, selon les dernières informations disponibles, aucun rappel chiffré de [cette] promesse clé».

Les pays riches «doivent accepter de remplir leurs promesses existantes», a insisté le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, selon qui «aucune nouvelle promesse n'est nécessaire» avant cela.

L'ONG altermondialiste Avaaz.org, qui compte plus de trois millions de membres dans presque tous les pays du monde, a quant à elle sévèrement blâmé trois personnes qui, selon elle, «bloqueraient les discussions sur les cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre»: le premier ministre du Canada, Stephen Harper, celui du Japon, Yasuo Fukuda, et le président des États-Unis, George W. Bush.

Selon La Presse canadienne, le groupe des principales économies de la planète — institué par les États-Unis pour réunir les pays riches du Groupe des huit et l'ONU, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Indonésie,

VOIR PAGE A 8: G8



JIM YOUNG REUTERS

George W. Bush et Stephen Harper photographiés côte à côte à l'occasion d'un déjeuner tenu hier dans un hôtel de luxe de Toyako, au Japon, où se tient le sommet du G8.

### INDEX

Announcements.....	B 4	Idées .....	A 7
Avis publics..	B 5	Météo.....	B 6
Culture .....	B 8	Monde .....	A 5
Décès .....	B 4	Mots croisés..	B 6
Économie .....	B 1	Sudoku.....	B 5
Éditorial .....	A 6	Télévision .....	B 7

